



MOUVEMENT REPUBLICAIN ET CITOYEN



Avec
Jean-Pierre Chevènement



Jean-Pierre LETTRON

LA LAÏCITE C'EST LA LIBERTE !

Depuis toujours la gauche républicaine milite pour la laïcité au sein de l'école de la République car elle implique l'égalité, réfute toute forme de privilège spirituel et social pour accueillir tous les enfants et leur donner les connaissances, l'exercice de la raison et du jugement critique et la capacité de s'élever. **Dès le 13 mai 2003, avant le grand débat médiatique, les Sénateurs du Mouvement Républicain et Citoyen déposent une « proposition de loi visant à garantir le principe de laïcité au sein de l'école publique et de la fonction publique. »** Nous n'allons donc pas bouder notre plaisir lorsque Jacques Chirac annonce qu'il y aura bien une loi pour défendre la laïcité à l'école.

L'exercice n'est cependant pas simple. La rédaction de ce texte ne doit pas réintroduire une liberté d'interprétation du juge, car elle doit nous libérer du désordre actuel où règne le cas par cas.

La vigilance s'impose et les dérapages ne sont pas à exclure. Pour que l'essentiel demeure, pour vaincre les assauts obscurantistes, il faut faire vivre l'égalité et l'universalisme républicains. En la matière, il y a fort à faire !

Où sont l'égalité et l'universalisme républicains lorsque l'emploi n'est pas une priorité gouvernementale ?

Le travail rémunéré, source de liberté, élément structurant du rapport au monde et à la société, occupe une place centrale dans les représentations de chaque individu. Pourtant, et contrairement aux affirmations du chef de l'Etat, la priorité n'est pas au développement de l'emploi. Non, la priorité est à la baisse des chiffres du chômage ! Des mesures comme les préretraites ou l'APE (Allocation parentale d'éducation) ont contribué des années durant à pousser des salariés hors du monde du travail sans pour autant les faire basculer dans la catégorie chômeurs. Mais les faits sont là, entre 1994 et 1997, le taux d'activité des mères ayant un deuxième enfant de moins de trois ans a chuté de 15 points passant de 70 % à 55 %. La PAJE (Prestation d'accueil du jeune enfant), ne peut qu'accentuer cette tendance vers le non-emploi. En effet, cette prestation entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2004, propose un complément retrait d'activité de 340 € pour une durée de trois ans à partir du deuxième enfant et pour une durée de six mois (ce qui représente une nouveauté) dès le premier enfant.

Pour faire vivre l'égalité et l'universalisme républicains, il est grand temps d'affirmer la primauté du pôle public sur le pôle financier, pour le bien-être du plus grand nombre.

2002 et 2003 auront été des années noires pour l'emploi tant industriel (moins 155 200 emplois depuis le premier trimestre 2002) que public (marche forcée vers la privatisation oblige, on compte moins 5000 emplois chez France Télécom, moins 8 000 à EDF). Pour relancer durablement la machine économique, il ne suffit pas d'attendre une hypothétique reprise venue d'outre-atlantique. La France et ses partenaires doivent assigner à la Banque centrale européenne une autre politique que celle de l'Euro fort qui pénalise nos exportations, favorise le jeu mondial du dollar, empêche la mise en place d'une stratégie de croissance et d'emploi. Pour sortir l'économie du marasme, il faut un véritable effort d'investissement public et privé soutenu par une volonté politique forte. Ce gouvernement, pas plus que les précédents, ne fixe cette priorité au pays. **Le retour aux valeurs de la République, que nous saluons et pour lesquelles nous combattons sans relâche, doit s'étayer sur un partage équitable du travail et des richesses qui fait partie de l'idéal républicain.**